

L'autre jour, le sénateur de Churchill (l'honorable M. Crerar) a déclaré qu'il n'approuvait pas les budgets supplémentaires. A cet égard, tous les sénateurs partagent assurément son avis. Pour ma part, je ne suis certes pas en faveur des budgets supplémentaires. Mais je ne sais vraiment pas comment, sous notre présent régime financier, nous pourrions nous en passer. Ainsi, le Gouvernement a fait inscrire au *Feuilleton* un projet de résolution portant avances en espèces aux cultivateurs pour les céréales emmagasinées dans leurs fermes. J'ignore quel est le montant en cause, mais je crois qu'il s'agit d'une somme d'environ 100 millions. Ce n'est pas là une dépense proprement dite, car on suppose qu'elle sera remboursée. Il n'en reste pas moins qu'il faut avoir recours à un budget supplémentaire pour obtenir ce montant qui n'avait pas été prévu lors de la présentation du budget principal. On ignorait que la situation fût alors ou qu'elle deviendrait aussi grave qu'elle l'est aujourd'hui.

Il nous faut en outre pourvoir au relèvement de la pension des vieillards, des aveugles, des invalides et des anciens combattants, ainsi qu'à l'augmentation des traitements des fonctionnaires, et cela, dès maintenant. Ces dépenses font partie des promesses que le premier ministre actuel a faites à la population du Canada; il aurait, bien tort à ne pas chercher à légiférer à cet égard. C'est dire que de nouveaux budgets supplémentaires seraient nécessaires pour défrayer ces dépenses jusqu'au 31 mars prochain. Après cette date il y sera pourvu dans le budget régulier. Personne ne pouvait prévoir en mars dernier qu'au mois d'octobre il faudrait présenter une loi demandant une somme de 100 millions de dollars ou plus pour verser des avances aux cultivateurs, relever les pensions, les traitements, etc. Ces mesures font toutes partie du programme auquel la population du Canada a certes donné son approbation.

Voilà certains des faits dont mon collègue de Churchill semble avoir négligé de tenir compte. Toutefois, j'estime comme lui qu'il est dangereux d'adopter des budgets supplémentaires. Le danger toujours présent c'est que le Gouvernement de l'heure, tout en rognant le premier budget, pourvoit, grâce à des budgets supplémentaires, à des dépenses globales plus considérables. Reconnaissons, cependant, que nous traversons cette année une période exceptionnelle, où deux Gouvernements ont dirigé le pays en une même année tandis que le Gouvernement actuel ne détient pas la majorité absolue. J'en ai sans doute dit assez long sur ce chapitre, honorables sénateurs.

Il ne reste qu'une ou deux questions qui, à mon avis, méritent d'être mentionnées.

Comme le premier ministre l'a affirmé l'autre jour, nous appuyons sans réserve la méthode adoptée par les Nations Unies pour régler les affaires mondiales. J'ai toujours été en faveur des Nations Unies, même si je doutais qu'elles pussent accomplir ce que nous en attendions. Je conviens avec le premier ministre, comme tous les Canadiens, j'en suis sûr, que le seul espoir qu'il nous reste aujourd'hui d'une paix mondiale repose sur l'existence des Nations Unies.

Nous ne voulons pas la guerre. J'ai demandé à un jeune militaire revenu de la guerre et qui avait survolé l'Allemagne 52 fois dans un bombardier Lancaster, ce qu'il pensait au moment où son avion décollait de la piste à 11 heures du soir. "C'est étrange que vous me posiez cette question, m'a-t-il répondu! Eh bien, je pensais: mon père et ma mère sont en sécurité, allons-y!" Je lui ai demandé ce qui le portait à avoir une telle pensée. Voici sa réponse: "Mon père et ma mère étaient en sécurité, mais je savais qu'avant de revenir j'aurais tué dix ou douze papas et mamans. N'auriez-vous pas eu une pensée semblable?" Ce jeune homme n'avait que 19 ans.

Un jour, un des deux moteurs de son avion fut endommagé et il dut descendre rapidement d'une altitude de 27,000 pieds à 6,000 pieds. Il demanda alors au mitrailleur de l'arrière: "Qu'en dites-vous?" Ce dernier savait ce que la question signifiait: "Faut-il atterrir et devenir prisonniers de guerre ou tenter de rallier l'Angleterre avec un seul moteur?" A chacun des membres de l'équipage il posa la même question et chaque fois recut la même réponse: "A vous de décider, patron". Le lendemain matin, lorsque le mitrailleur de l'arrière comparut devant l'officier commandant, ce dernier lui demanda pourquoi il avait ainsi répondu au pilote. Voici l'explication qu'il recut: "Nous avons fait quinze fois cette randonnée avec le même pilote et jamais il n'a été atteint, je savais donc que son heure n'était pas encore venue, tandis que pour moi, c'était possible, je ne courais donc aucun risque".

Honorables sénateurs, c'est ça la guerre. Nous ne voulons pas d'une autre guerre; c'est une des choses dont nous, Canadiens, ne voulons pas. Nous savons que nos gens sont fidèles aux institutions libres et démocratiques de notre pays. Nous différons parfois d'opinion avec les États-Unis, et parfois aussi avec la Grande-Bretagne, mais nous savons que ces pays, comme le nôtre, sont les champions de la liberté,—liberté de l'individu, liberté des gens de vivre leur propre existence conformément aux lois. Ceux d'entre